

<https://www.pressegauche.org/PAROLE-PAROLE-PAROLE-CE-NE-SONT-QUE-DES-MOTS-Dalida>



"Paroles, paroles, paroles, ce ne sont que des mots" (Dalida)

- International - Asie/Proche-Orient -



Date de mise en ligne : mardi 1er juin 2021

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

C'est le refrain qui vient à l'esprit en lisant le compte-rendu de la conférence de presse tenue par le responsable de la diplomatie américaine, Antony Blinken au sujet de la "nouvelle" position des États-Unis dans l'épineux dossier du conflit isarélo-palestinien. Le ténor de Washington a fait semblant de rompre avec la politique brutale et sans fards de l'administration Trump, mais pour en revenir à la position antérieure, plus "modérée" de la Maison-Blanche, modulant son refrain habituel à ce sujet, marqué par l'hypocrisie et les bons sentiments.

Je ne reprendrai pas les propos tenus par Blinken, tant ils sont convenus et plats. Bien sûr, le gouvernement Biden veut rétablir un certain dialogue avec la direction palestinienne reconnue par Washington, c'est-à-dire le Fatah de Mahmoud Abbas. Peut-être sous l'influence de l'aile gauche du parti démocrate, Biden et consorts tiennent en ce moment un discours plus conciliant envers la nation palestinienne mais jusqu'à maintenant, aucun indice ne pointe vers un véritable changement de cap dans leur politique, et surtout pas la remise en cause du soutien inconditionnel et prioritaire qu'ils apportent à l'État hébreu. Tout au plus, peut on mentionner, en dépit du fait que la Maison-Blanche sous Trump a déménagé son ambassade de Tel-Aviv à Jérusalem et que Bien n'entend pas revenir sur cette décision, la réouverture du consulat américain à Jérusalem chargé des affaires palestiniennes. Les Palestiniens et Palestiniennes devront se contenter de miettes diplomatiques.

On ne peut donc pas s'attendre, à première vue du moins, à grand chose de la part des États-Unis, sauf une très improbable réorientation qui romprait avec le sionisme fanatique régnant dans les cercles dirigeants de Washington.

Pour pouvoir espérer un véritable déblocage dans cette révoltante histoire, quatre conditions majeures doivent être réunies. On est encore loin du compte, mais énumérons-les quand même.

1- Reconnaître sans ambiguïté le droit à l'autodétermination des Palestiniens et Palestiniennes en Cisjordanie, à Jérusalem-est et à Gaza. Les alliés traditionnels d'Israël doivent se faire à l'idée d'exercer les pressions nécessaires sur Tel-Aviv non seulement pour que son gouvernement y cesse sa colonisation mais qu'il commence à démanteler certaines des colonies de peuplement qu'il a établies en Cisjordanie ;

2- Laisser les Palestiniens et Palestiniennes choisir en toute liberté la composition de leur délégation aux pourparlers de paix au lieu de tenter, comme c'est le cas depuis le début, de se confectionner une délégation plus ou moins soumise aux diktats américano-israéliens et en fin de compte, plutôt capitularde ;

3- Par conséquent, en toute logique, cesser de classer le Hamas comme "organisation terroriste" mais le considérer comme un interlocuteur valable. Le Hamas constitue un authentique mouvement de résistance nationale et non un groupe marginal. Le tenir à l'écart d'éventuelles négociations de paix compromettrait celles-ci, faute d'une représentativité réelle du Fatah par rapport à l'opinion palestinienne. Après tout, on fait la paix avec des ennemis, pas avec des alliés. Exiger au préalable que le Hamas "renonce à la violence et admette le droit à l'existence d'Israël" équivaut en pratique à essayer d'imposer au mouvement une reddition. Au supposé droit de l'État hébreu de se défendre, doit correspondre le droit à la résistance, au besoin armée, de la part des Palestiniens et Palestiniennes ;

4- La représentativité du Fatah de Mahmoud Abbas en Cisjordanie et à Jérusalem-Est est douteuse. Si Abbas a reporté pour une durée indéterminée les élections qui devaient se tenir récemment, c'est parce qu'il savait qu'il les perdrait au profit du Hamas et peut-être aussi du Djihad islamique. Rappelons qu'il n'y a plus eu de scrutin en

"Paroles, paroles, paroles, ce ne sont que des mots" (Dalida)

Palestine depuis 2006. Miser sur le Fatah d'Abbas pour imposer une paix à rabais aux Palestiniens et Palestiniennes est non seulement antidémocratique, mais représente aussi une stratégie perdante. Le Fatah est de nos jours discrédité auprès de l'opinion palestinienne en raison de sa passivité et de son impuissance devant la colonisation israélienne, sans compter la corruption qui le gangrène. Quel contraste avec l'époque de Yasser Arafat !

Blinken, lors de sa récente conférence de presse, parlait d'assurer "le futur d'Israël en tant qu'État juif et démocratique". Mais en examinant la politique américaine envers Israël, on s'aperçoit que la dimension juive vient en premier lieu aux yeux des nababs politiques américains beaucoup plus que la démocratie. La nation palestinienne ne bénéficie que d'un "droit" réduit à l'autodétermination, et donc à la démocratie.

Jean-François Delisle